La colère monstrueuse des armes (2e partie)

Comment le commerce mondial des armes ruine le monde et ce que nous pouvons faire pour y remédier

Partage international n° 446 – Octobre 2025

par Pauline Welch

Guerre sans fin, profit sans fin

A la lecture de *Monstrous Anger of the guns*[1], il est difficile de ne pas conclure que le commerce des armes, ce marché mondial de mort et de répression, est ce qui dirige l'économie mondiale.

Comme la première partie de ce compte-rendu l'a montré, les nombreux contributeurs de ce livre, activistes, militants, journalistes et universitaires de cinq continents, apportent la preuve impressionnante de la duplicité, des intérêts personnels, et des réseaux du pouvoir économique et politique qui nourrissent la machine militaro-industrielle. Il est quasiment impossible de déterminer la frontière entre le commerce des armes et les intérêts du capitalisme actionnarial : ils sont enchevêtrés, tous deux motivés par la cupidité et l'amour du pouvoir, aidés par les mensonges et la manipulation essentiels à la doctrine libérale des gagnants et des perdants.

En lisant ce livre, on se demande vraiment ce qu'il se passerait s'il était mis un terme au commerce des armes. La totalité du système économique s'effondrerait-il irrémédiablement ? Est-ce la peur d'un tel effondrement qui retient les politiciens de donner le plein pouvoir aux Nations unies pour faire appliquer les décisions de son Assemblée générale ? Sommes-nous d'accord sur le fait qu'un écroulement total serait un prix méritant d'être payé pour apporter la paix et la justice dans le monde et par la même occasion sauver notre planète ? Si c'est le cas, comment parvenir à ce qu'un système aussi puissant rende des comptes et à le maîtriser ?

En réponse à cette dernière question, beaucoup ont répondu à l'appel à l'action de multiples manières : en enquêtant et en révélant la vérité au public, en partageant les informations grâce à des réseaux locaux et mondiaux, spécialement les groupes militants qui travaillent pour la justice sociale et les problèmes climatiques, et en faisant de l'éducation en faveur de la paix et non de la guerre. Lindsey German, activiste britannique et organisatrice de *Stop the War Coalition* (Coalition Arrêter la guerre), nous rappelle que ce fut la dénonciation des mensonges qui a mené à la mobilisation massive contre la guerre en Irak, et a politisé toute une génération.

L'action étudiante

La directrice de *Demilitarize education* (Démilitariser l'éducation, dED), Carmen Wilson, écrit : « *Un gouffre sépare actuellement les attentes des étudiants en terme d'éthique et les pratiques de leurs universités. Alors que les universités étaient auparavant le lieu des luttes pour la justice sociale, l'environnement de l'éducation supérieure est devenue de plus en plus hostile aux causes progressistes. Les administrateurs continuent d'afficher un mépris total pour le respect de l'éthique. Mais nous devons continuer à leur demander des comptes, et à exercer une pression grâce à la recherche, au militantisme et à l'action directe.* »

Comme on pouvait s'y attendre, la marchandisation de l'éducation supérieure a conduit les universités à travailler main dans la main avec l'industrie des armes par la recherche et le développement de projets et les investissements, entraînant les étudiants vers toutes sortes de carrières dans le commerce des armes, et installant régulièrement une atmosphère de compétition conforme aux attentes culturelles. Des groupes comme *dED* aident les étudiants à enquêter et à dénoncer ces partenariats, ils assurent la continuité des réseaux d'informations et maintiennent une pression constante malgré le renouvellement des étudiants.

La coordination avec les groupes travaillant sur les problèmes sociétaux s'est avérée utile. Par exemple, alors que seulement quelques universités britanniques ont pris des mesures pour exclure leurs investissements dans le commerce des armes, de nombreuses autres se sont engagées à sortir des énergies fossiles. C. Wilson croit que ces décisions

faciliteront la concrétisation d'une politique exigeante et un changement dans les stratégies d'investissement. Une institution ne peut pas soutenir l'industrie militaire, un des plus gros contributeurs d'émissions nocives pour le climat, et prétendre fonctionner sans énergies fossiles !

L'action industrielle

En novembre 2023 en Italie, en Turquie et en Grèce, les organisations syndicales des travailleurs du transport ont publié une déclaration conjointe exigeant la fin du transit par leurs ports des armes à destination d'Israël.

« L'histoire des travailleurs du transport a toujours été clairement du côté de la paix, contre le fascisme, le racisme et toute forme d'occupation et d'oppression des peuples. Pour cette raison, nous ne pouvons tolérer la transformation des ports, des aéroports, des bateaux et des trains d'Europe en centres pour le trafic de la mort. »

De même que les travailleurs du port belge qui avaient bloqué le chargement d'explosifs à destination d'Israël sur le MV Kathrin en octobre 2023, ils répondaient à un appel urgent des organisations syndicales palestiniennes demandent à *« toutes les personnes dotées d'une conscience de mettre fin à toutes formes de complicité avec les crimes commis par Israël, le plus urgent étant de cesser le commerce des armes pour ce pays et tout financement pour la recherche militaire. »* L'action des travailleurs du port belge, soutenue par d'autres activistes, a suspendu le transport de ces explosifs pendant deux mois.

Le leader du *Collective Autonomous Port Workers* (CALP, Collectif des travailleurs portuaires indépendants), Jose Nivo, de Gênes (Italie) a déclaré : *« Le fait d'aller travailler pour nourrir ma fille en contribuant à la mort d'enfants dans un autre pays est une folie à mes yeux. »*

Les guerres ayant proliféré, les réseaux de travailleurs et d'activistes à travers l'Europe, le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie se sont également développés, et en unissant leurs actions, ils deviennent plus efficaces. Leurs réseaux alertent les travailleurs dans la chaîne logistique sur les produits, transportés parfois sous le couvert « d'aide humanitaire ». Par cette action, ils peuvent au moins pister, perturber et retarder le mouvement des armes, tout en dénonçant le manque d'application effective des accords du Traité sur le commerce des armes.

Lorenzo Buzzoni, d'*Investigate Europe,* remarque à propos de l'échec des lois et réglementations à protéger les droits humains : *« Une action industrielle massive pourrait inverser la tendance et faire en sorte que les responsables de l'échec du contrôle de l'exportation des armes rendent des comptes. »*

Les effets sur le climat

Le directeur de *Scientists for Global Responsability* (Scientifiques pour une responsabilité mondiale), Stuart Parkinson, dénonce l'idée que les armées puissent être « vertes ». Il montre que ce n'est pas seulement l'industrie elle-même qui pèse si lourd sur la planète, mais également les croyances sur ce qui constitue la sécurité, qui conduit à beaucoup de secret et empêche une évaluation adéquate de sa contribution à la menace climatique.

En 1997, en réponse à la pression exercée par le gouvernement américain, les émissions de carbone émises par de nombreuses activités militaires furent excluent du protocole de Kyoto. Leur prise en compte est même demeurée facultative dans les accords de Paris de 2015. Les militaires obtiennent souvent des exemptions sur les régulations environnementales, alors que leurs bases à l'étranger sont probablement beaucoup plus polluantes que les structures semblables de la société civile.

Néanmoins, à ce stade, la masse des données de S. Parkinson justifie la nécessité de modifier la polarisation sur le militarisme et de se concentrer sur la paix.

Il explique que la mentalité militaire considère la dégradation climatique comme un signal de repli sur son pré carré : en gros, conserver les pratiques actuelles. Pourtant, la recherche montre que *« l'industrie des armes est une des moins efficaces à générer des emplois. Des données de l'Université du Massachusetts montrent que l'investissement dans l'énergie propre peut générer 16 800 emplois par milliard de dollars investi, contre 11 200 pour les dépenses militaires. »*

La nature complexe des menaces nous faisons face rend de plus en plus évident le fait que seuls quelques-uns peuvent être *« contraintes par la force militaire, et que dans la plupart des cas, l'utilisation de cette force aurait un effet négligeable ou contre-productif. Cette prise de conscience a conduit à une augmentation des appels aux gouvernements pour qu'ils déplacent leur obsession à assurer la sécurité nationale, dans laquelle la force militaire tient une*

place prééminente, pour assurer la sécurité humaine dont les moyens clés seraient donnés aux organisations de la société civile. » Cela signifie modifier la mentalité sécuritaire pour la centrer sur la protection de la population plutôt que sur les *« intérêts vitaux ».*

Véhicules	***Emissions de carbone (gCO2e/km)[1]***
Classe Queen Elizabeth (porte-avions britannique)	550 000
C-5 Super Galaxy (avion de transport militaire américain)	38 000
F-35 Lightning II (USA/OTAN avion de combat)	10 000
Humvee (fourgon blindé américain)	1 100
Voiture de tourisme neuve (moyenne européenne)	110

1. Grammes d'équivalent dioxyde de carbone par kilomètre

L'action judiciaire

Valentina Azarova explique pourquoi il est si difficile d'amener les acteurs de conflits, Etats, sociétés ou individus, à rendre des comptes. Cela se résume essentiellement au décalage entre les lois nationales et les plus hautes valeurs des traités mondiaux comme le Traité sur le commerce des armes et les lois internationales humanitaires et des droits de l'homme. Des dossiers litigieux en Espagne, au Royaume-Uni et en Belgique sont donnés comme exemple pour illustrer la manière dont les gouvernements utilisent les lois nationales pour entraver des procès au nom de la « sécurité nationale ». Mais V. Azarova précise que bien que les litiges internationaux n'aient pas arrêté les transferts d'armes, ils ont au moins révélé les intérêts politiques et économiques ancrés dans les systèmes législatifs, et particulièrement le prétexte de *« la présomption tacite du secret lié à la sécurité nationale. »*

C'est, à nouveau, un appel à repenser à la signification du concept de « sécurité » : quel sens voulons-nous lui donner ?

L'action directe

En 2025, le gouvernement britannique a interdit le groupe *Palestine Action* (PA) suite à la vaporisation de peinture rouge dans les moteurs de deux avions militaires, engendrant sept millions de livres de dégâts. Par cette décision, le gouvernement a non seulement criminalisé les membres de PA mais également leurs sympathisants, en les assimilant à des terroristes au même titre que ceux de Daech ou d'Al Qaida. La loi britannique a été modifiée à la hâte suite à cette faille de sécurité de la Royal Air Force, le gouvernement justifiant sa décision par un intimidant *« vous ne savez pas ce que nous savons »,* comme un écho à la réponse de Tony Blair aux protestations massives contre la guerre en Irak en 2003.

Les deux plus grandes organisations britanniques pour les droits de l'homme, *Liberty* et *Amnesty UK,* ont annoncé avoir reçu l'autorisation de participer à la révision de ce dispositif judiciaire, arguant que la définition du gouvernement du terme « terrorisme » est trop large et dépasse le cadre des définitions internationales.

Depuis 2020, Palestine Action cherchait à chasser du Royaume-Uni la société *Elbit Systems,* la plus grande entreprise d'armes israélienne, en s'attaquant à leur réputation de sécurité. Leurs entrées par effraction dans les locaux de cette entreprise ont interrompu le travail et coûté à *Elbit* du temps et de l'argent en remplacements et en réparations. Et la firme a perdu un contrat extrêmement lucratif avec le gouvernement, sa réputation de sécurité ayant été ternie.

En revanche, en mars 2022, Hawaï, que Kawena'ulaokala Kapahua décrit comme le bastion armé et hautement lucratif de l'impérialisme américain dans le Pacifique, a réussi à mettre l'usine de stockage de fuel fortement toxique *Red Hill* à l'arrêt définitif. Comme dans beaucoup de leurs luttes contre ce qu'ils considèrent comme une occupation brutale, le vol de terres, la destruction de l'habitat, les jeux de guerre, la déshumanisation, jeunes et vieux ont fait front commun en première ligne. La fermeture de *Red Hill* a nécessité des mois de manifestations massives, d'actions directes et d'organisation citoyenne, motivées par un sens des responsabilités, non seulement pour eux-mêmes, mais envers tous.

« Pour chaque bombe que le gouvernement américain et ses alliés lâchent sur la terre

hawaïenne, une autre tombera sur une maison palestinienne, sur la Papouasie occidentale ou sur les Philippines. Il est donc du devoir du mouvement hawaïen de faire ce qu'il peut pour mettre un terme au préjudice exercé depuis notre territoire contre nos frères et sœurs à l'étranger. »

« S'il nous est possible de fermer un complexe appartenant à l'armée la plus puissante au monde, alors un futur, libre des guerres impérialistes au nom du profit, semble plus que jamais à portée de main. »

1. Monstrous Anger of the guns. How the Global Arms Trade is ruining the world and what we can do about it, éditions Pluto Press (2024, non traduit)

Auteur : Pauline Welch, collaboratrice de Share International résidant au Royaume-Uni, en sa qualité de rédactrice, traite principalement de questions environnementales et politiques.
Sources : Autres sources : BBC ; Liberty ; Prospect Magazine ; Middle East Crisis ; Hawai'ian Tribune Herald
Thématiques :
Rubrique : Compte rendu